

**LA CROIX**

# Après l'affaire de l'« Ocean Viking », quel avenir pour le sauvetage en mer ?

Par Nathalie Birchem, le 12/11/2022 à 07h58

**Le refus du gouvernement d'extrême droite italien d'accueillir plusieurs navires humanitaires, dont celui affrété par SOS Méditerranée, va compliquer la tâche des ONG engagées dans le sauvetage de migrants en mer.**



La tâche des ONG de sauvetage des migrants en Méditerranée va encore se compliquer. Coup sur coup, le gouvernement italien d'extrême droite a refusé de répondre aux demandes de port sûr émises par le navire *Humanity 1*, de l'ONG SOS Humanity, ainsi qu'au *Geo Barents*, navire de Médecins sans frontières (MSF), et à l'*Ocean Viking* de SOS Méditerranée. Les deux premiers ont fini par être autorisés à débarquer d'abord uniquement les femmes, enfants et malades puis, après que des migrants se sont jetés à l'eau de désespoir, l'ensemble des personnes à bord. L'*Ocean Viking*, lui, a dû mettre le cap vers la France, qui lui a ouvert le port de Toulon vendredi 11 novembre.

« Qui sont ces gens, d'où viennent-ils ? » À Toulon, les passagers l'« Ocean Viking » débarquent

Cet épisode va-t-il sonner le glas du sauvetage en mer ? « *Ce n'est pas la première épreuve que doivent affronter les ONG, qui ont déjà subi toute une série d'intimidations et d'obstructions administratives, sous le gouvernement Salvini, alors je ne les vois pas arrêter* », estime Camille Schmoll, directrice d'études à l'EHESS.

**1 891 migrants disparus en mer depuis 2021**

« Nous prévoyons de repartir très prochainement, d'ici quelques semaines », annonce de fait SOS Méditerranée, l'association qui affrète l'*Ocean Viking*. « Le temps de renouveler l'équipage et les provisions, on compte rembarquer le plus vite possible, la semaine prochaine j'espère, indique également Caroline Willemen, cheffe de projet de Médecins sans frontières, qui affrète le *Geo Barents*. Il est impératif que les gens en détresse soient secourus, conformément au droit maritime. » Alors que les traversées repartent à la hausse depuis 2021, 1 891 migrants ont disparu en Méditerranée, en tentant de rejoindre l'Europe, dont 1 337 en Méditerranée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

### L'« Ocean Viking » accueilli vendredi à Toulon : que dit le droit de la mer ?

Reste à savoir où vont pouvoir accoster les ONG, qui, selon cette chercheuse, « ont secouru 16 % des personnes prises en charge en mer dans le cadre de sauvetages, le reste étant réalisé par des navires privés ». « Il va y avoir des pressions très fortes sur l'Italie de la part de ses partenaires économiques européens », reprend Camille Schmoll. Mais cela changera-t-il la position du gouvernement d'extrême droite ? Pas sûr, d'autant que l'Italie, qui a déjà reçu près de 88 000 migrants depuis le début de l'année, considère qu'elle a déjà fait plus que sa part.

Débarquer en France, « une situation exceptionnelle qui ne doit pas se reproduire »

Alors, qui d'autre ? « La moitié des sauvetages en mer en 2021 ont été assurés par la Tunisie et la Libye, ce qui, pour cette dernière, est une aberration totale du point de vue des droits humains, vu le sort réservé aux migrants dans ce pays », poursuit Camille Schmoll, qui ajoute que « cela fait une dizaine d'années que Malte ne répond plus quand les ONG lui font une demande de port sûr ». Quant à l'Espagne, qui avait ouvert le port de Valence à l'*Aquarius* en 2018, elle n'a pas répondu à propos de l'*Ocean Viking*, assure SOS Méditerranée. Ce qui ne laisse pas penser qu'elle soit disposée à prendre le relais.

### « Ocean Viking » : pourquoi les navires humanitaires sont-ils régulièrement pointés du doigt ?

Reste la France. Mais le gouvernement a déjà insisté sur le caractère exceptionnel de l'accueil du navire à Toulon. Un débarquement en France « est une situation exceptionnelle qui ne doit pas se reproduire », en raison de la distance aux lieux de sauvetage, a d'ailleurs lui-même convenu François Thomas, le président de SOS Méditerranée.

Un mécanisme de solidarité européen à améliorer

« Pour que la question du débarquement ne soit plus un problème, expose Jean-François Ploquin, directeur de l'association Forum réfugiés-Cosi, il faut un mécanisme de solidarité qui, une fois le bateau accosté, répartisse les rescapés dans les différents pays européens. » Un tel mécanisme existe : l'Union européenne l'a mis au point en 2019 et réactualisé en juin 2022. Mais jusqu'à présent, seuls 164 migrants ont été relocalisés en 2022 d'Italie vers d'autres États membres, dont 117 en vertu du fameux mécanisme.

Nathalie Birchem